

CIBLE

Otages

La police vient prendre deux enfants (trois et six ans) dans leur école maternelle afin qu'ils soient expulsés avec leur mère. D'autres enfants sont placés en garde à vue avec leurs parents avant expulsion tandis que d'autres petits étrangers sont cachés par des groupes de citoyens.

Ces violences provoquent un tel scandale que le ministre de l'Intérieur décide de reculer. On rapatrie une famille illégalement expulsée. On décide de régulariser certains parents et de laisser certains enfants faire leur scolarité. Dans le même temps, on vote une loi qui augmentera le nombre d'étrangers contraints de demeurer dans l'illégalité.

C'est dire qu'il n'y a pas de politique de l'immigration. Le gouvernement dispose d'un stock d'otages – parents et enfants en situation irrégulière. Selon les réactions supposées de l'opinion, il libère quelques otages ou en crée de nouveaux.

C'est ainsi qu'on « cible » les clientèles électorales, au mépris de la simple humanité. Pour en finir avec ce cynisme, il faudra inscrire le droit du sol, juridiquement établi dès le XVI^e siècle, dans la Constitution.

SYMPTÔME

La France et sa mémoire

Angleterre

**Tony
l'imposteur**

p. 8

Déportation

**L'aberrant
procès**

p. 2

Une condamnation aberrante

Le tribunal administratif de Toulouse a condamné l'État et la SNCF à verser à la famille Lipietz des dommages et intérêts en raison de la déportation de leur père.

Appel a été interjeté contre cette décision insensée.

Les conséquences des déclarations de Jacques Chirac sur la prétendue culpabilité de la France pendant l'Occupation (1) continuent de se faire sentir. Alors que les propos du président de la République ont exprimé une opinion personnelle, qui reflète une conception partielle de l'histoire et qui est en totale rupture avec le droit français, scrupuleusement respecté par les présidents successifs de la V^e République, trois jugements administratifs ont repris la thèse de la culpabilité de l'État quant aux crimes commis pendant l'Occupation.

Nous avons déjà regretté l'arrêt Pelletier de 2001 et publié en 2002 une critique de fond de l'arrêt du Conseil d'État établissant la responsabilité de l'État quant aux décisions prises par Maurice Papon dans l'exercice de ses fonctions sous l'Occupation (2). Et voici que le tribunal administratif de Toulouse condamne l'État et

la SNCF pour leur rôle dans la déportation de Georges Lipietz, arrêté par la police allemande à Pau en mai 1944 puis transféré au camp de Drancy d'où il fut libéré le 18 août.

Les enfants du déporté aujourd'hui décédé, le député Alain Lipietz et sa sœur Hélène ainsi que leur oncle, également déporté, recevront des dommages et intérêts si le jugement est confirmé en appel. Mais, contrairement à ce qui a été affirmé par *Le Nouvel Observateur* (6 juin), il faut souligner que le tribunal n'a pas retenu la « complicité de crime contre l'humanité » invoquée par les requérants.

Il est hautement souhaitable que le Conseil d'État revienne à la simple raison juridique, invoquée par la Fédération nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes, « en désaccord total avec l'initiative » prise par la famille Lipietz, et par des personnalités

telles que Serge et Arno Klarsfeld, que personne ne peut suspecter de complaisance pour les auteurs et les complices de crimes contre l'humanité.

Dans l'affaire Lipietz, le point fondamental est juridique. Les trois décisions que nous contestons reposent sur le principe de continuité de l'État et prétendent établir que l'État de droit (tel qu'il est institué par la Constitution de la V^e République) est responsable des actes commis par le prétendu *État français* qui était un pouvoir de fait, exercé sur une partie du territoire national par une autorité illégitime. Or :

- il devrait être évident que la SNCF était soumise aux réquisitions de l'armée d'occupation utilisant tous les moyens de la terreur pour se faire obéir ;

- le régime de Vichy ne peut être inscrit dans la continuité de l'État. Ce qui rend possible la continuité, c'est le droit

public. Or le maréchal Pétain a utilisé les pleins pouvoirs remis par l'Assemblée dans des conditions inadmissibles (le pouvoir constituant ne peut être confié à un individu, mais seulement à un organe démocratiquement élu ou au peuple tout entier) et n'a pas fait adopter de nouvelle constitution - ce qui le plaçait, ipso facto, hors du droit. Tous les actes du dictateur et de ses agents ont donc été déclarés nuls et de nul effet par l'ordonnance du 9 août 1944 rétablissant la légalité républicaine - renouant avec l'État de droit tel qu'il existait sous la III^e République. Il est aberrant de soutenir que le néant juridique auxquels de nombreux départements français ont été confrontés entre 1940-1944 puisse engendrer des décisions de justice. Plus crûment : comment des traîtres, condamnés comme tels, pourraient-ils être reconnus en droit comme des agents de la continuité nationale ?

L'affaire Lipietz est aussi politique. Le député européen s'est réjoui qu'on cesse d'« entretenir la fiction d'une France libre et résistante » et les Verts se sont félicités de la condamnation de l'État et de la SNCF.

Sans la *fiction* de la France libre et résistante, M. Lipietz et ses amis n'auraient pas la liberté de dire n'importe quoi.

Jacques BLANGY

(1) En 1995, Jacques Chirac avait déclaré que *La France* avait commis l'irréparable puis, à Auschwitz le 27 janvier 2005, évoqué une *faute* collective. Cf. *Royaliste* n° 853, éditorial.

(2) Cf. l'article de Jacques Blangy, *Royaliste* n° 793, page 4.

royaliste 
BI-MENSUEL - DIMENSION POLITIQUE - INFORMATION - RENOUVEAU

SOMMAIRE : p.2 : Une condamnation aberrante - p.3 : Ne demandez pas le programme ! - Forgeard - p.4 : Un génie déconfit - Crise d'Ancien Régime - p.5 : Le Pen version US - p.6/7 : La France et sa mémoire - p.8 : Tony l'imposteur - p.9 : L'éternel retour de la gnose - p.10 : Pom pom pom pom ! - Le retour d'Almodovar - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Règles pour l'action.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Ne demandez pas le programme !

Alors ? il est né le projet du Parti Socialiste et il va falloir en parler, se situer par rapport à lui. Voilà, voilà, voilà.... Franchement, on n'est pas sûr que ça en vaille la peine. Et pourtant, collons-nous-y.

Du souffle, de l'épopée, de la conquête : rien, mais alors, rien du tout. Texte indigeste, sorte de catalogue de mesures dont on ne voit pas très bien en quoi elles font une politique cohérente, guidée par une vision ou même un souci de l'avenir. Du bâclé, même pas du dilettantisme de génie. Devant le grand enthousiasme déclenché par la présentation de la chose, on nous explique que ce projet est une forme de socle sur lequel doit obligatoirement se situer les candidats à la candidature, et pas plus.

Voilà pourquoi faute de plaisir, le projet ne devait être rejeté par personne ; donc : une pincée de DSK (social libéralisme), un peu de Lang (dont on est content d'apprendre qu'il a des idées), un soupçon de Fabius (un peu de gauche), une cuillerée de Ségolène (version gauche d'ordre) et enfin le reste en zestes pour les *au cas où* et une sauce pour ne pas déplaire à Lionel qui se rêve revenant, tout en feignant d'ignorer que pour ressusciter il faut d'abord mourir, ce à quoi il se refuse opiniâtrement, en dépit de son engagement du 21 avril 2002.

Donc projet. Pas programme, évidemment, puisque les différences sont telles entre les candidats que chacun dosera les éléments en fonction de sa vision, non pas de l'avenir du pays, il ne faut pas plaisanter, mais de ce qui

pourrait être le plus rentable, électoralement s'entend. Quelques bonnes mesures, des bonnes intentions et aussi des approfondissements d'éléments dont on a déjà jugé ou de l'inutilité ou de la franche toxicité. Peu de vrai courage, pas de réelle remise en cause des abus, même les plus criants du capitalisme financier. Surréaliste.

Ce projet doit donc être tenu pour ce qu'il est : trois fois rien. Un petit quelque chose quand même, éminemment susceptible de laisser place à des interprétations les plus diverses et même, dans certains cas, les plus contradictoires. Pouvait-il réellement en être autrement ? À partir du moment où la clarification doctrinale n'a pas eu lieu, où la fausse synthèse du congrès ne permettait pas d'accoucher d'un vrai projet pour la France, comment faire autrement que réinventer l'eau tiède. Cela serait grave et pourrait aisément permettre de voir la réédition de l'élimination au premier tour comme en 2002.

D'aucun prétendent même que certains éléphants, sachant la partie perdue pour 2007 face à Sarkozy, font volontairement l'impasse sur ce scrutin. Outre le cynisme de l'attitude, on soulignera l'absurdité du raisonnement. Il doit en faire des sauts de carpe dans son tombeau le *Florentin*, devant les menées

misérables de ses piteux héritiers. Pourtant, des voix de l'intérieur, habituées à prêcher dans le désert ont écrit, à l'instar de notre habitué Gérard Filoche, le mal qu'ils pensaient à la fois de la méthode et du résultat. Les contre propositions de Filoche sont toujours intéressantes mais, là encore, la cohérence doctrinale nous échappe ou nous ramènent à des raisonnements un brin poussiéreux. Dommage. Pour ne pas souhaiter être moderne pour être moderne, on peut tout de même souhaiter que pour transformer on parte de l'existant et non pas d'une infirmité invisible à l'œil nu.

Au reste, les choses ne se passent jamais comme on le souhaiterait. Un grain de sable grippe la machine. De prétendu phénomène médiatique, la candidature Royal a pris une autre dimension. Jamais depuis 1980 on avait vu une telle affluence à des réunions organisées par le PS ; jamais depuis cette époque on avait senti chez les militants et les sympathisants une telle ferveur. Bien loin de se plier au temps médiatique, la pré-candidate prend son temps et agit à la Mitterrand : elle est partout en province, tient des réunions et réussit même à retourner des salles *coupe-gorge* ; elle avance ça et là quelques idées décoiffantes qui suscite le débat. Même le pauvre Sarko est à la ramasse et contraint à répondre piteusement aux attaques de Ségolène qui joue maintenant avec les blancs. Attendons et voyons.

Pascal BEAUCHER

Forgeard

Etre ou ne pas être au courant ? Telle est la question. Dans l'affaire Clearstream, Dominique de Villepin est supposé ne pas savoir ce qui s'est passé comme manipulations de listes pouvant nuire à son grand rival. Dans l'affaire EADS, qui est liée depuis le début à l'affaire Clearstream, Noël Forgeard est supposé n'avoir pas su que les livraisons d'Airbus A-320 prendraient du retard, au grand dam des actionnaires.

Coprésident d'icelui, le bon papa Noël a vendu début mars ses *stocks options* et celle de ses enfants au plus haut du cours de l'action et sans se douter une seconde de la dégringolade qui surviendrait quelques semaines plus tard.

Nous le croyons sur parole. Noël Forgeard déclare appartenir au monde du travail et agir « comme un paysan ». Un paysan qui a empoché d'un seul coup d'un seul 2,5 milliards d'euros, nous en rencontrons tous les jours sur les chemins de campagne. Comment voulez-vous que le coprésident d'un groupe, ingénieur de son état, soit au courant d'un retard de fabrication ? Même chose pour Arnaud Lagardère, boursicoteur émérite qui a tenté de s'en sortir par une pirouette : en l'affaire, dit-il, on ne peut qu'être malhonnête ou incompetent. Et de choisir l'incompétence. Hypothèse : pourquoi pas les deux ?

Dans un cas, comme dans l'autre, et dans les deux, il n'est plus possible d'exercer le pouvoir à la tête d'un groupe auquel on ne croit plus - comme le prouve la vente massive d'actions par les deux compères.

Annette DELRANCK

Un génie déconfit

Champion de l'impopularité, génie de la provocation, prince de l'embrouille, Dominique de Villepin continue d'additionner les échecs et les démentis.

Le temps du bilan n'est pas encore venu, mais il faut enregistrer pour mémoire les récents éléments qui sont venus s'ajouter au discrédit du Premier ministre et de son gouvernement, divisés entre ministres serviles et ministres dissidents.

Déconvenue sociale : alors que la propagande officielle proclamait la « réussite » du Contrat nouvelle embauche, une étude commandée par le ministère de l'Emploi démontrait que le CNE n'avait créé que 10 % des nouvelles embauches. Les autres auraient été réalisées de toutes manières. De plus, il s'avère qu'un CNE sur trois a été rompu dans les six mois qui ont suivi sa signature.

Du coup, c'est tout l'argumentaire gouvernemental qui s'effondre. Qu'importe : « Une étude ne fait pas le printemps, pas plus qu'une hirondelle » a déclaré le Premier ministre. Un démenti ne crée pas le beau temps au milieu d'une tempête hivernale.

Déconfiture commerciale : le déficit de notre balance commerciale s'est accru au mois d'avril et le solde négatif calculé sur les douze derniers mois dépasse 24 milliards d'euros. Si Airbus perd des commandes, la situation risque de s'aggraver dans les prochains mois.

Fronde parlementaire : les députés de la majorité, qui

craignent non sans bonnes raisons pour leur réélection, refusent d'engager le processus de privatisation de Gaz de France, prélude avec la fusion avec Suez. D'où la retraite piteuse de Dominique de Villepin annonçant que le gouvernement, tout à coup épris de dialogue, étudiera « l'ensemble des suggestions et propositions » syndicales et partisans. Un projet de privatisation bloqué, c'est une bonne nouvelle. Mais il ne s'agit que d'une solution d'attente décidée par un gouvernement qui n'a pas de politique cohérente de l'énergie.

Désastre social : réalisée par l'institut CSA, une étude sur celles et ceux qui ont recours aux diverses banques alimentaires montre que celles-ci accueillent des salariés (en proportion de 10 % des personnes secourues), des retraités, des jeunes – et que ces personnes disposent majoritairement d'un logement. Autrement dit, ce sont des citoyens qui vivent une vie normale et pas seulement des marginaux et des exclus : un secouru sur dix est sans logement.

Le nombre de travailleurs pauvres augmente, la paupérisation des classes moyennes s'accroît : les salaires monstrueux et les superprofits d'une infime minorité n'en sont que plus provocants.

La violence croît, souterrainement.

Yves LANDEVENNEC

Crise d'Ancien Régime ?

Jeudi 1^{er} juin : à l'issue du conseil d'administration de Vinci, Antoine Zacharias, son président, est contraint à la démission par une majorité de 9 administrateurs sur les 16.

Antoine Zacharias est un bon professionnel. Il n'est pas un homme du sérail patronal. Il n'est pas issu d'un cabinet ministériel. Il a, en 10 années de présidence de la SGE qu'il renommara Vinci en 2000, contribué à la multiplication par 7 de sa valorisation boursière. La performance est remarquable sur le plan financier, sa rémunération également, notamment celle indexée sur l'évolution du cours de Bourse représentée par les stocks options, dont il fut richement doté, valorisées à plus de 200 millions d'euros.

Tout a été écrit. L'homme a été démis, victime de sa course à l'argent personnel : ayant obtenu l'an passé le paiement par Vinci de 2 millions d'euros annuels au titre de ses retraites, reversables à moitié à son épouse en cas de décès, une indemnité de départ de 13 millions d'euros (1), le bénéficie avec deux autres membres de la présidence d'un hôtel particulier dont l'acquisition et la décoration aurait coûté plus de 50 millions d'euros, il réclamait une prime (de trop) d'un montant de 8 millions d'euros pour le succès de l'acquisition des Autoroutes ASF, privatisation bradée par l'État. Cette concentration de richesses sur un seul homme donne le vertige.

Les rémunérations pharaoniques des dirigeants de grands groupes percent parfois le mur du silence des médias bien pensants, comme ce fut le cas, dans le passé, de Daniel Bernard (Carrefour), Pierre Bilger (Alstom), Jean-Marc Espalioux (Accor), Philippe Jaffré

(Elf), etc. Puis tout s'éteint, sur fond de réel mépris des salariés de ces groupes auxquels un traitement différent est réservé.

Le nouveau patron opérationnel de Vinci, Xavier Huillard, à l'origine du conflit qui l'opposa à Antoine Zacharias, représenterait-il un nouveau patronat moral ? Quel courage faut-il pour s'opposer aux arrangements entre obligés, dont Alain Minc, administrateur, non indépendant (2), de Vinci ayant soutenu Antoine Zacharias, est une figure emblématique. Les mesures sont concrètes. Xavier Huillard a limité sa rémunération. Il prône l'application des règles de gouvernance définies dans la loi sur les nouvelles régulations économiques (NRE), qui préconisent spécifiquement l'indépendance des administrateurs. D'autres personnalités ont relayé l'opinion dont Francis Mayer, administrateur de Vinci et directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignation qui le 2 juin déclarait à l'AFP qu'il y avait « une limite de décence dans les montants à ne pas franchir ».

Puissions-nous assister à une réelle réforme des modes de gouvernance de nos grands groupes français, plus à l'écoute des créateurs de richesses que sont, en premier lieu, leurs salariés.

Jean LATOUR

(1) Plus précisément : montant égal à 3 fois la dernière rémunération annuelle (rapport annuel Vinci, 2005), qui s'est élevée à 4 290 265 € pour l'année 2005.

(2) Caractéristique indiquée dans le rapport annuel Vinci 2006. Voir également l'excellent article de Daniel Schneidermann, *Libération*, 9 juin, intitulé « Zacharias, Minc et Le Monde ».

Le Pen version US

La question de l'immigration devrait dominer la prochaine campagne électorale... aux États-Unis. Plusieurs enseignements peuvent être tirés en Europe pour éviter certaines dérives.

Connaissez-vous les noms de Sensenbrenner et de Tancredo ? Ces deux représentants (députés), l'un d'origine germanique du Wisconsin, l'autre italien du Colorado, incarnent la vague populiste, baptisée *nativiste*, qui déferle en ce moment sur les États-Unis et qui fait pâlir notre *Front National*. À l'approche des élections de mi-parcours en novembre prochain, aucun sujet, pas même l'Irak, ne compte dans l'opinion autant que l'immigration. Les Américains se découvrent onze millions de clandestins, un demi-million au bas mot d'entrées illégales chaque année, en immense majorité traversant sa frontière sud avec le Mexique même si les deux tiers seulement sont des Mexicains. Le problème est donc d'une toute autre ampleur qu'en Europe méditerranéenne. Les projections les plus osées envisagent la croissance de la population d'origine hispanique de quelques 14 % aujourd'hui (41 millions sans compter les clandestins) à 30 % en 2050, soit environ 150 millions (sur 500), autant que compterait alors le Mexique.

Ces projections ne sont peut-être pas plus crédibles que celles qui, aux États-Unis, nous attribuent une majorité arabomusulmane en France à la même échéance. Il reste que la croissance démographique mexicaine au cours de la dernière décennie s'est à peu près également répartie entre

l'intérieur et l'émigration vers le voisin du nord. L'élection présidentielle très ouverte que va connaître le Mexique début juillet pourrait ouvrir une épreuve de force entre les deux pays. Fox et Bush se sont entendus pour l'éviter. Le nouvel élu au sud et le Congrès de Washington n'auront peut-être pas leur sagesse.

La Chambre des représentants en décembre, le Sénat le 25 mai dernier, ont adopté des législations restrictives largement divergentes. Si les deux chambres et le président s'accordent sur la construction d'une clôture (idée de l'israélien Sharon mais auparavant de l'ancien candidat républicain conservateur Pat Buchanan), de l'augmentation de 50 % des effectifs de police des frontières, ils s'affrontent sur la criminalisation de onze millions de travailleurs, la régularisation de nombre d'entre eux, l'admission d'un volet de travailleurs permanents négocié avec le Mexique, autant de dispositions communes aux pays développés soumis à la pression migratoire. Aux États-Unis le problème est seulement d'une autre amplitude.

Qu'on ne nous dise pas qu'en Europe il est compliqué par la différence religieuse du fait de l'islam. Le catholicisme hispanique fait autant figure d'étranger à la culture yankee, y compris des autres catholiques, que ne l'est l'islam nord-africain chez nous, sinon plus. Les hispaniques

sont aux trois-quarts catholiques, et, même s'ils sont convertis à une forme ou l'autre de protestantisme, se retrouvent autour de croyances communes étrangers aux Américains d'origine européenne.

La réelle différence entre les deux situations réside dans la conjoncture économique qui fait que les Latinos trouvent plus facilement à s'employer et à s'intégrer que les immigrants chez nous, en dépit d'un racisme tout aussi virulent sinon plus.

De marginal qu'il était à la Chambre, Tom Tancredo s'y retrouve désormais au centre. L'évolution devrait en faire réfléchir plus d'un. Le président Bush peine à faire passer un discours de modération grâce auquel il avait obtenu en 2004 le vote de 40 % des Latinos qui votent (la moitié seulement de ceux qui seraient en droit de le faire). Il est dépassé. Si sa côte de popularité a diminué, ce n'est pas uniquement ni d'abord à cause de l'Irak mais bien de l'immigration.

Le choc en retour qui s'exprimera lors des élections de novembre ne devrait pas rester sans effet sur la campagne électorale française ou l'on néglige habituellement cet exemple. Les yeux rivés sur l'autre côté de la Méditerranée, on a tendance à ignorer les ressorts profonds de l'économie et de la société nord-américaines avec au cœur l'immigration hispanique. Les échecs manifestes là-bas devraient nous dissuader de les répéter ici.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **LUXEMBOURG** – Le prix *Chemin pour la paix 2006* a été attribué à l'unanimité à la Grande Duchesse Marie Thérèse du Luxembourg. La Grande Duchesse a été choisie, explique la Fondation *Path to Peace* pour son « engagement humanitaire exceptionnel et continu ». Depuis 1997, la Grande Duchesse est également « ambassadeur de bonne volonté » de l'UNESCO et en tant que telle, elle soutient les organisations actives dans le domaine du micro-crédit et de la protection des enfants.

♦ **BELGIQUE** – Véritable ambassadeur itinérant de son pays, le prince héritier Philippe de Belgique se rendra en Russie pour la quatrième fois fin juin à la tête d'une délégation de plus de 200 chefs d'entreprise représentant presque tous les secteurs économiques du pays. « Cette première visite importante sera un pas décisif vers la réalisation des ententes intervenues au sommet Russie-UE de Sochi », a indiqué Vassili Likhatchev, vice-président du Conseil de la Fédération (chambre haute du parlement russe). Depuis la précédente visite du prince en 2001 les échanges commerciaux entre les deux pays ont augmenté de 80 % et le volume des investissements belges en Russie a dépassé les 2 milliards d'euros.

♦ **ITALIE** – Coup de tonnerre dans la péninsule. Le prince Victor Emmanuel, 69 ans, a été mis en détention provisoire à la prison de Potenza. Selon Alberto Iannuzzi, le juge qui a délivré le mandat d'amener, le prince serait « le leader indiscuté » d'une association délictueuse tournant autour du casino de Campione d'Italia, petite ville italienne de la province de Côme enclavée en Suisse dans le canton du Tessin. Cette arrestation spectaculaire a déclenché une vive polémique sur les méthodes du procureur en charge du dossier, Henry John Woodcock, accusé de prendre des libertés avec la loi par de nombreuses personnalités inculpées dans des affaires antérieures et qui se sont vues innocentes par la suite. « On n'arrête pas un ex-roi, on le convoque », a déclaré Gianfranco Rotondi, secrétaire du parti de la Nouvelle Démocratie chrétienne.

♦ **THAÏLANDE** – Près d'un million de Thaïlandais, rassemblés dans le centre de Bangkok, ont rendu hommage, avec une dévotion quasi-mystique, à leur souverain, Bhumibol Adulyadej, 78 ans, le plus ancien monarque en exercice dans le monde célébrant le soixantième anniversaire de son accession au trône. Les cérémonies officielles ont été suivies par des personnalités royales de 25 nations, dont l'empereur Akihito du Japon, le roi Abdallah II de Jordanie, le roi Carl XVI Gustaf de Suède, le prince Albert II de Monaco, Philippe et Mathilde de Belgique, le sultan de Brunei et la reine Sofia d'Espagne. Le roi de Thaïlande a eu le règne le plus long de l'histoire mouvementée de son pays. Il a vu défiler vingt Premiers ministres, quinze Constitutions et dix-sept coups d'État. L'immense majorité des Thaïlandais respecte profondément Bhumibol parce qu'il a toujours su rester au-dessus de la mêlée et des conflits politiques.

La France et sa mémoire

A

lors que les médias ordonnent le « *devoir de mémoire* », nous avons sombré dans le chaos mémoriel : on célèbre et on commémore tout et n'importe quoi, et l'on bat la coulpe de la France pour des crimes qu'elle n'a pas commis. Historien, auteur de nombreux livres et directeur de maints ouvrages collectifs, inspecteur général de l'Éducation nationale, rédacteur en chef de la revue *Vingtième siècle*, Jean-Pierre Rioux montre comment le discours doloriste associé au culte de la « *proximité* » détruit la mémoire nationale.

■ **Royaliste :** Nous vivons aujourd'hui dans le paradoxe : la mémoire se perd, le mémoriel se développe...

Jean-Pierre Rioux : En effet. Mon premier réflexe d'historien, c'est de lutter contre l'évidence médiatique qui fait dire à l'actualité tout le contraire du titre de mon livre : la France ne perd pas la mémoire, il semble que nous vivions dans le trop-plein, le superflu, le superfétatoire mémoriel. Il me faut donc ajouter une précision : la France perd sa mémoire *nationale*, c'est à dire son sentiment d'appartenance à la collectivité humaine qu'elle constitue.

J'ai un deuxième réflexe d'historien : essayer de trouver une épaisseur chronologique, une durée minimale de la question à examiner.

■ **Royaliste :** Il y a là une approche originale...

Jean-Pierre Rioux : Je le pense. Pour ma part, j'étudie cette question de la mémoire

telle qu'elle se pose dans notre pays depuis 1975. Il m'apparaît en effet que les questions de mémoire, de plus en plus liées aux interrogations sur l'identité collective, ont pris une intensité croissante pendant ces trente dernières années.

Bien sûr, c'est le spectacle de l'année 2005, toute hantée par l'affaire de la loi sur la colonisation, qui m'a décidé à faire ce livre. Mais j'ai voulu plus profondément m'attaquer à une thèse très répandue qui s'énonce ainsi : beaucoup de choses nous échappent à cause de la mondialisation, de la construction européenne et aussi dans la vie nationale, mais nous pouvons constamment nous ressourcer et nous reconforter dans la *proximité*.

Comme si l'enracinement dans la proximité avait à lui seul la vertu suffisante pour faire mémoire, pour nous relier à quelque chose qui naît aux alentours de l'année 1975 ! Mais il est vrai que c'est alors que commence à s'exprimer l'idée que la France de la proximité, elle,

ne mentirait pas. C'est ce qu'affirme le sociologue Michel Maffesoli lorsqu'il écrit que « *le lieu fait lien* ». Cela vaudrait aussi dans la vie quotidienne... puisque, en ville, nous sommes conviés à dîner une fois par an dans la cour de l'immeuble - toujours pour se relier les uns aux autres dans un espace tout proche.

On a l'impression que la France oscille entre l'affichage à outrance des difficultés, des incertitudes, des ruptures et un délitement des liens sociaux qui s'observe sur une assez longue période. L'idée est exprimée par Gérard Desportes dans un roman intitulé *Les Dessais* : il montre comment, le lien social se défaisant et le monde ayant *dessaisi* les êtres de ce qu'ils faisaient ensemble, il n'y a plus au fond du Gers qu'une unité profonde qui se réalise dans la chasse aux palombes. À l'inverse, l'étude d'anthropologue de Pascal Di-bie décrit en Bourgogne dans *Le village métamorphosé* une transformation sans conditions par la *rurbanisation*.

■ **Royaliste :** Selon Jean Guéhenno, que vous citez, c'est parce que nous nous souvenons mal que nous ne parvenons pas à changer la vie.

Jean-Pierre Rioux : Oui. La question de la mémoire est l'une de celles qui traduit le mal français. C'est donc un symptôme et ce n'est donc pas en commençant par traiter nos affaires mémorielles que nous résoudrons nos difficultés : que l'on s'occupe d'abord de ce qui se passe aujourd'hui ! Charles Péguy se demandait dès avant 1914 si les Français resteraient toujours ce « *peuple inconcerté* » - ce peuple qui ne sait pas se concerter, qui ne parvient pas à marcher de concert.

Il est vrai que des forces centrifuges sont à l'œuvre, de manière très active, qui disloquent notre mémoire collective. Mais le principal problème est le triomphe du présentisme : nos sociétés vivent une discordance ou une dissolution de la temporalité, et il est possible que l'espace soit en train de se substituer au temps quant à notre manière de nous relier les uns aux autres, c'est-à-dire de tenter de faire encore de l'un avec du pluriel.

■ **Royaliste :** Quelles sont ces forces centrifuges ?

Jean-Pierre Rioux : Il est banal de constater que, depuis trente ans, le pluriel veut ruiner le singulier. Le commu-

nautarisme prend ses aises... Somme toute, des mémoires parcellisées, erratiques et antagonistes prétendent dire le sens du passé et le sens de l'histoire. Le particularisme actif et vachard risque donc de se substituer à l'intérêt collectif. Nous vivons donc, me semble-t-il, le commencement de la fin d'un vieux rêve qui faisait de la France un héritage et un projet.

La mémoire collective est à la fois le conservatoire des souvenirs communs et l'action de ces souvenirs dans le destin collectif. Si nous acceptons cette définition, nous pouvons nous demander si notre pays est sorti de l'histoire vive pour entrer en mémoire vaine. La remémoration et la déploration sont en train de remplacer l'ambition nationale.

■ Royaliste : Quelles sont les pistes que vous avez plus précisément explorées ?

Jean-Pierre Rioux : Je prendrai cinq exemples qui me semblent dignes de réflexion.

Premier élément : quelque chose s'est passé en 1975 lorsque Jakez Hélias a publié *Le Cheval d'orgueil*. Nous avons à ce moment-là des Français qui se sont mis à dire ceci : nous allons mourir en individus et en collectivités minuscules mais nous resterons dignes de l'image que la France - et surtout l'école, publique ou privée - avait bien voulu leur donner de nous-mêmes. En d'autres termes, nous mourrons debout parce que nous sommes restés de bons élèves, qui ont bien révisé nos leçons d'instruction civique et morale.

Telle était l'honnêteté de ces vieux chevaux d'orgueil, qui ne sont pas morts en se rebellant contre la disparition de la France rurale mais au contraire en glorifiant ce qu'ils avaient vécu. Ces anciens de légende ont formé toute une vague dans la littérature de l'époque : nous avons eu le vigneron du Beaujolais, le serurier parisien, le finistérien encore actif - sans oublier la mère Denis qui nous vendait des machines à laver. Ce bric-à-brac mémoriel a été célébré comme *sens des racines* et s'est traduit chez nombre d'in-

dividus par une franche poussée de fièvre généalogiste.

■ Royaliste : Deuxième élément ?

Jean-Pierre Rioux : La notion de patrimoine qui est arrivée en force, à tous les niveaux. Cela a donné les célébrations campagnardes - la levée des dernières gerbes, la résurrection des derniers forgerons de village - mais aussi ce qui a été organisé par l'État post-gaullien. C'est en 1980 qu'a été lancée l'année du patrimoine en 1980, sous l'autorité du ministre de la Culture de l'époque, Jean-Philippe Lecat, qui définissait le patrimoine comme « *le fil d'Ariane unissant le passé, le présent et l'avenir de notre société et qui lui permet d'échapper à l'angoisse et à la stérilité [...]* Le patrimoine, ce n'est pas la froideur des pierres, la glace qui nous sépare des objets de musée, c'est aussi le lavoir de village, la petite église de village, le parler local ou la chanson... ». Tout cela allait fort bien avec les pulls en mohair du président Giscard d'Estaing et l'envol des classes moyennes lectrices des *Choses* de Perec. Et M. Lecat de conclure qu'« *a priori tout devrait être considéré comme élément de patrimoine* ».

Nous y voilà ! Ce désir de la chose ancienne se substituerait aux cadres sociaux et mentaux de l'identité collective et il est vrai que, de proche en proche, tout est devenu aujourd'hui élément de patrimoine : en 2005, entre autres sottises, nous avons eu une ovation parlementaire au foie gras comme élément constitutif du patrimoine national !

■ Royaliste : Vous n'aimez pas le foie gras ?

Jean-Pierre Rioux : J'aime le foie gras, mais je crains qu'à voir partout du patrimoine il ne soit plus nulle part. Maintenant, l'inventaire compte plus que la transmission.

J'en viens au troisième élément de réflexion : les grands souvenirs se sont sacrément refroidis. La commémoration est en éclats, nous ne savons plus qui commémorer et comment. Le fascicule annuel



■ 1972 : c'était l'époque où la Mère Denis, la vieille lavandière, nous vantait les mérites de la machine à laver.

des commémorations gonfle chaque année mais il n'y a plus de politique, plus de ligne directrice. L'exemple le plus frappant de cette incertitude, c'est le défilé de Jean-Paul Goude pour le Bicentenaire de la Révolution.

Quant au culte des grands hommes, quelque chose s'est pétrifié depuis que le général de Gaulle est devenu le champion absolu de la mémoire nationale. On se souvient du *show* organisé par deux vedettes de la télévision, au cours duquel le Général a devancé (dans l'ordre) Louis Pasteur, l'abbé Pierre, Marie Curie, Coluche, Victor Hugo, Bourvil, Molière, Jean-Yves Cousteau et Edith Piaf...

■ Royaliste : Par allusion aux Mémoires du Général, vous évoquez « la princesse sans contes »...

Jean-Pierre Rioux : C'est le quatrième sujet de réflexion. La France comme personne est en train de se déliter à cause de la prolifération des lieux de mémoire. Ces lieux, on les visite parce qu'y gisent des membres morts et épars de la personne en question. Il faut aussi se demander ce qu'on apprend en histoire à l'école primaire : sur ce point, il y a une hésitation très profonde depuis au moins 1918. À quoi sert l'histoire nationale ? Pourquoi faut-il l'enseigner ? Nous ne savons plus très bien.

■ Royaliste : Vous parlez de la retraite d'Astérix. Qu'est-ce que cela signifie ?

Jean-Pierre Rioux : C'est mon dernier point. Nous ob-

servons une atténuation évidente de la vieille guerre franco-française, sur la Révolution française, sur le conflit religieux notamment. Il semble bien que l'affrontement droite-gauche a perdu de son intensité parce que ce ne sont plus ces souvenirs-là qui rythment notre vie politique, mais ce qui se passe dans le moment présent.

Or ce moment présent n'est pas un pur instant : je tente de montrer dans mon livre que ce présent est profondément marqué par le *devoir de mémoire* - mémoire de l'horreur des camps d'extermination -, par le discours de Jacques Chirac déclarant en 1995 que la France avait accompli l'*irréparable* le jour de la rafle du Vél'd'Hiv'. Mais marqué aussi par le fait que la guerre d'Algérie, qui n'est toujours par nationalement assumée, continue de surplomber la question de notre passé colonial, aujourd'hui si polémique.

Les débats mémoriels font rage, mais qu'on ne s'y trompe pas : c'est en affrontant les difficultés politiques et sociales actuelles que nous pourrions apporter une réponse à nos lancinantes questions de mémoire.

Propos recueillis par
B. La Richardais

Jean-Pierre Rioux
La France perd la mémoire

Prix franco : 18 €

Tony l'imposteur

La troisième voie blairiste conduit la Grande-Bretagne à un complet désastre social, économique et financier. La démonstration de Philippe Auclair ⁽¹⁾ est implacable : il n'y a pas de modèle anglais.

Des images de Londres, telles qu'on les voit par la vitre d'un taxi qui vous mène de Waterloo Station à South Kensington, un jour de beau temps. Des déclarations de jeunes Français, ravis d'avoir quitté leur patrie accablée de bureaucrates et d'impôts pour un pays dynamique, où l'emploi flexible offre mille *opportunités* de *jobs* dans une ambiance décomplexée.

Des chiffres mirobolants : en Angleterre, moitié moins de chômeurs qu'en France ! Un solide taux de croissance !

Tel est le modèle anglais que notre télévision nationale et maints journalistes de la presse écrite offrent à notre admiration. Qu'on s'en inspire enfin, sinon tout le monde s'en ira travailler sur l'île enchantée... Ô combien de conseillers, combien de ministres français ont franchi de bon matin le *Channel* pour prendre leçon chez nos partenaires anglais et copier maintes recettes !

Un Français amoureux de l'Angleterre, qui vit à Londres depuis vingt ans et qui a longtemps travaillé à la BBC, autrefois exemplaire, piétine joyeusement ce bric-à-brac idéologique dans une étude en forme de réquisitoire.

Après le violent saccage commis par Margaret Thatcher et les siens, la *troisième voie* représentée par Antony

Blair et le *New Labour* est un échec patent, catastrophique pour le Royaume-Uni. Qu'on en juge :

Le budget ? Chancelier de l'Échiquier, Gordon Brown avait hérité de l'excédent laissé par les conservateurs - qui étaient au moins fidèles à leurs principes. Acquis lui aussi à la rigueur comptable, le complice d'Antony Blair fut quant à lui incapable de tenir ses promesses : le déficit atteignait 15 milliards d'euros dès 2002 et il s'élevait à 53,65 milliards au 1^{er} janvier 2006, soit 3,3 % du PIB ce qui contrevient aux absurdes règles européennes.

La croissance ? Le taux, en forte baisse (1,7 %) déçoit les anticipations optimistes du gouvernement, malgré l'augmentation de la pression fiscale, le déficit budgétaire et l'endettement colossal.

La dette publique ? Officiellement, le solde négatif est de 644 milliards mais il est à peu près égal au nôtre (1 000 milliards) si l'on inclut divers postes oubliés. On peut y ajouter 1 000 milliards si on inclut - ce qui est discutable, sauf si on estime que l'État doit respecter les règles comptables des entreprises privées - les retraites à verser aux fonctionnaires britanniques.

Bien des facteurs expliquent ce bilan financier pour le moins préoccupant. Parmi ceux-ci, la création entre 1997

et 2005 de 600 000 postes dans la fonction publique, en totale contradiction avec la thématique de l'État allégé. Cette fonctionnarisation croissante explique pour une petite part la baisse du chômage qui reste la grande victoire du blairisme, chantée sur tous les tons de part et d'autre de la Manche. En 1982, 3 millions de chômeurs, 2,5 millions en 1988 et 1,5 millions l'année dernière. Soit 5 % de la population active ! Presque moitié moins que chez nous !

Miracle de la flexibilité ? Non. Il se trouve que la baisse du chômage a coïncidé avec la hausse constante du nombre de personnes déclarées invalides ou malades de longue durée. Le nombre des citoyens en âge de travailler et inaptes au travail était de 600 000 en 1981 et de 2,7 millions au début de l'année 2006. Ce qui porte le taux de chômage réel à 8,8 % : moins que chez nous, mais pas de beaucoup... Ce traitement illusoire du chômage coûte cher : 28 milliards par an pour entretenir des personnes forcées à l'improductivité.

Quand on examine en compagnie de Philippe Auclair les principaux secteurs de l'activité, le désastre blairiste devient encore plus concret. Désastre dans le chemin de fer britannique, privatisé mais qui continue de coûter cher à un contribuable exposé quand il prend le train à l'inconfort,

l'inexactitude et l'insécurité. Désastre dans le service national de santé, livré aux profiteurs du privé, soumis à la direction bureaucratique par objectif (les *targets* ou *cibles* aberrantes) et follement onéreux alors que la qualité des soins est de plus en plus médiocre. Désastre dans l'éducation, livrée à une logique de ghettos.

Au total, le blairisme a engendré une société beaucoup plus inégalitaire que celle qui avait été soumise à la Dame de Fer : en 1986, 1 % de la population détenait 18 % du patrimoine national ; cette part était de 23 % en 2002. La Grande Bretagne compte 13 millions de pauvres, chômeurs, faux malades, travailleurs étranglés par le crédit à la consommation dans des proportions et avec un cynisme inconnus en France. Mais, comme en France, c'est l'endettement croissant de la population qui permet de soutenir, à court terme et dans des conditions inacceptables, un minimum de croissance.

Comme naguère en Union soviétique, la propagande officielle, exprimée en langue de bois (le *newspeak*), célèbre les conquêtes de cette nouvelle forme de *socialisme réel* géré par des escouades de bureaucrates hallucinés. Sous l'égide d'Antony Blair, on exploite, on s'enrichit, on ment et l'on met en place des systèmes de surveillance et de répression par lesquels l'oligarchie politique et financière pensent pouvoir se protéger des mouvements de révolte du peuple excédé - car c'est au rebours des valeurs et des traditions britanniques que le blairisme a tenté de s'imposer.

Tentative vaine, qui aura des effets négatifs à très long terme. Excentriques admirables, les Anglais sauront y faire face, avec leur habituel courage.

Sylvie FERNOY

(1) Philippe Auclair - « *Le Royaume enchanté de Tony Blair* », Fayard, 2006, prix franco : 19 €.

L'éternel retour de la gnose

Le phénomène *Da Vinci Code* relève d'une approche analytique qui prenne en compte toutes les dimensions psychologiques et sociales de ce qui, d'évidence, dépasse les engouements de la mode. Il pourrait bien signifier qu'au-delà du désenchantement du monde moderne mis en perspective par Max Weber et Marcel Gauchet se reconstituent des processus de sacralisation mi-spontanés, mi-culturels qu'une sociologie de type positiviste ne saurait problématiser. Ce serait, en effet, une grosse erreur de croire que le règne intellectuel de la science et de la technique nous immunise forcément contre le retour de certains archaïsmes ou de certaines conceptions métaphysiques et sacrales qui précédaient nos Lumières occidentales. Comment oublier que les dites Lumières ont suscité un occultisme délirant qui se prolongera au dix-neuvième siècle et que le violent anti-christianisme de tout un courant dominant provoquera l'engouement pour certaines métaphysiques orientales ! Aujourd'hui même le dialogue inter religieux favorisé par la globalisation ne va pas sans profondes équivoques, avec des tendances syncrétistes dont on ne veut pas voir qu'elles conduisent précisément à une logique contraire à ce qui produisit le désenchantement du monde.

Marcel Gauchet a montré comment c'est la révolution biblique et chrétienne qui provoqua la fin du sacré fusionnel, avec l'émancipation de l'individu et l'autonomisation du politique. Mesure-t-on quelles conséquences peuvent produire dans la conscience commune l'oubli ou le refus de la transcendance de l'absolu (le *Tout Autre*), ainsi que de la notion de libre-arbitre ? Dès lors que les interdits bibliques et dogmatiques sont tombés, le sacré archaïque reprend tous ses droits et l'univers global se retrouve enfermé dans les déterminismes du *fatum*. C'est le paganisme qui reconquiert le terrain qu'il avait perdu face au *miracle juif* et à l'expansion chrétienne. La cécité qui prévaut généralement quant à la mutation régressive qui se produit sur une large échelle (et qui permet le succès d'un Michel Onfray et de tout un fanatisme haineux) rend insensible à l'explosion invraisemblable de gnosticisme.

Faut-il rappeler que la gnose constitue une tentation récurrente qui se manifeste dès les origines du christianisme ? Se présentant souvent sous un appareil compliqué et raffiné elle consiste dans la réactivation de vieux mythes païens qu'elle superpose au dogme chrétien pour mieux l'étouffer. Elle est susceptible de variations, ainsi que le montre l'utilisation contrastée du thème de la sexualité. Celui-ci se trouve proscrit dans la tradition classique de la gnose occidentale, en vertu d'un dualisme qui démontre l'ordre de la chair. Mais il peut se retrouver réactivé, comme dans le *Da Vinci Code*, grâce à la réappropriation d'autres traditions païennes. Par exemple, le *fémmin sacré* qui, sous la figure de Marie-Madeleine se trouve exaltée par Dan Brown, se rapporterait plutôt aux cultes érotiques cananéens, combattus avec vi-

gueur par les prophètes d'Israël, ou encore aux hiérogamies babyloniennes (mariages sacrés), qui sont à l'opposé d'innocentes bergeries. Le caractère prostitutionnel et violent de telles pratiques se trouve estompé dans le roman et le film, où une seule scène rituelle vient rappeler toutefois à quel point nous sommes aux antipodes de l'inspiration biblique.

Mais cette unique scène n'en est pas moins significative d'un déplacement métaphysique et mystique. Cela nous renvoie au culte des déesses – mères des civilisations les plus reculées. La différence la plus marquante qui est celle même de la gnose – consiste à mixer l'archaïsme et l'iconographie biblique pour conduire l'imagination à la confusion intégrale. Dan Brown est tributaire d'un ouvrage paru en 1977, *La Révélation des Templiers* (1) de Lynn Picknett et Clive Prince, qui nous fournit toutes les clés de son montage. On comprend que Marie-Madeleine est une *prêtresse*, que c'est elle qui a oint le Christ dans le cadre d'un rituel païen. La logique de pareil délire va jusqu'à la Résurrection où ladite prêtresse procède à une opération magique : « *Jésus incarnait le Dieu défunt qui ressuscitait grâce à l'intervention magique de sa déesse – partenaire sexuelle et spirituelle – en l'occurrence Marie-Madeleine. C'est elle qui l'avait intronisé Messie par l'onction du nard.* » Les auteurs de ce chef d'œuvre ont attaqué Dan Brown en justice pour plagiat. Ce dernier a gagné, mais les plaignants étaient amplement justifiés à faire valoir leurs droits, avec cette restriction qu'ils ne faisaient que broder à partir d'une trame plus ancienne.

Le gnosticisme contemporain qui se déploie en langage ésotérique – idiome d'une prétendue révélation pour initiés – n'est pas une fantaisie inconséquente. Il prétend fournir une connaissance supérieure qui donne sens au monde et à la vie. Son déni vindicatif de la tradition judéo-chrétienne – qu'il prétend pourtant assumer dans une synthèse conciliatrice – met en cause les interdits et les commandements qui ont

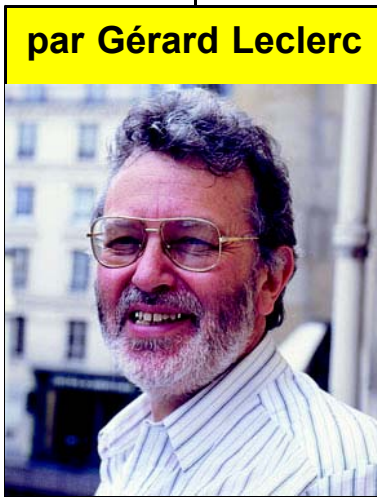
façonné notre philosophie humaniste et notre droit. Le renversement mystique qu'il accomplit est facteur de déstabilisation intellectuelle et morale et pas seulement dans l'ordre religieux. Car il est une menace directe contre le principe de séparation qui, distinguant le spirituel du temporel, affecte également l'ordre civil. Il n'y a pas de raison que la *magie sexuelle* ne refonde la civilisation des mœurs au-delà même de ce qui relève du privé. L'irrationnel déchaîné n'ayant plus de digues, a la capacité d'investir le droit et rendre caduques les normes de la civilité.

Sans vouloir concentrer l'ésotérisme sur le seul souvenir du nazisme, il est quand même permis de rappeler la fascination de ses idéologues pour toute une mythologie védique. Dans un registre analogue, Hitler et Himmler manifestèrent un goût pour le magique, recouvrant à travers le mythe de Parsifal la thématique ésotérique médiévale, avec la quête d'un Graal luciférien, ce qui supposait la revendication généalogique de toute l'histoire gnostique, l'épisode cathare compris. On pourrait considérer que toute cette folie a été recouverte par les cendres fumantes de Berlin. Pourquoi faut-il alors que les mêmes motifs réapparaissent avec un *best-seller* en 1982 (*Holy Blood, Holy Grail*) ? Sans vouloir dramatiser, il y a quand même lieu de prendre au sérieux le défi à la pensée que constitue le retour actuel de la gnose.

☞ Cf. Joseph-Marie Verlinde - « *Les impostures anti-chrétiennes – Des apocryphes au Da Vinci Code* », Presses de la Renaissance, prix franco : 26 €.

☞ (1) Lynn Picknett & Clive Prince - « *La Révélation des Templiers* », Éd. du Rocher, prix franco : 22 €.

par Gérard Leclerc



Pom pom pom pom !

Le vingtième siècle apparaîtra, sans doute, comme celui de la radio. Charles de Gaulle, le général micro comme le surnommait les collabos, faute de divisions, a su incarner la France. Et contre les défaitistes et les déclinistes de l'époque, il fit de la radio une arme de guerre...

La radio britannique B.B.C. a ouvert, dès 1938, une section française... alors que la radio allemande avait déjà ses propres émissions de propagande en français. Nombre de nos compatriotes, pendant la drôle de guerre, face à la censure étatique, ont commencé à écouter ces radios étrangères donnant souvent plus d'informations que les nôtres. Ainsi, aujourd'hui, personne ne peut dire combien d'auditeurs ont entendu le fameux *appel du 18 juin* qui marque le début du combat pour la France Libre.

En ce temps là, la radio était devenue une arme, une arme de guerre, informant, luttant contre la propagande, lançant les consignes et donnant des nouvelles de ceux qui passaient à Londres. Plus et mieux que d'autres le Général a su s'en servir. De ce combat est née la légende, cette légende : « *Pom pom pom pom... ici Londres ! Les Français parlent aux Français* ».

À Londres, comme en France intérieure, tous les résistants ne furent pas gaullistes. L'émission quotidienne : *Les Français parlent aux Français* ne fut jamais une émission gaulliste. Les *Forces Françaises Combattantes* y avaient leur temps de paroles, les autres tendances aussi. Car la vérité sur la résistance française à l'occupant allemand est complexe et variée. Croire qu'il y eut une unité de la Résistance est une fiction. À la B.B.C., les Français de Lon-

dres n'ont pas échappé à ces divisions et ce malgré les combats à mener.

L'intransigence du Général pour les intérêts de la France était souvent mal perçue. Les délicats rapports entre de Gaulle et les Britanniques ont conduit ceux-ci à l'interdire parfois de parole. Dans la France résistante, personne ne se doutait de ces luttes et que celui qui incarnait la France, son histoire, son combat, était obligé de se battre contre ceux mêmes qui l'avaient accueilli.

Aurélië Luneau nous raconte cette histoire. Histoire des hommes de cette radio. Histoire aussi des rapports tumultueux entre les gaullistes et la B.B.C. Son ouvrage n'est pas un nième livre sur la Résistance, les résistants et les combats guerriers, mais un livre sur le talent de ces hommes qui n'ont eu comme seule arme que leur parole passant au travers des nuages.

Ajoutons que le cédérom qui l'accompagne nous fait entendre leurs voix. Évidemment le général mais aussi Churchill (en français), la reine Élisabeth, et les autres... Il est particulièrement émouvant d'entendre le « dialogue » Philippe Henriot-Pierre Dac, les mensonges de l'un et la belle réplique de l'autre. Ah oui ! Ce livre est une belle leçon d'histoire.

François-Marin FLEUTOT

■ Aurélië Luneau - « *Radio Londres 1940-1944 - Les voix de la liberté* », Éd. Perrin, livre plus CD au prix franco : 24 €.

Le retour d'Almodóvar

Engouement sur la Croisette, puis déception. *Le vent se lève* de Ken Loach a remporté la Palme d'or mais le tiède vent de la Manche qui balaie le film de Pedro Almodóvar (*Volver*) transporte littéralement un public fidèle et enthousiaste.

Dès les premières images, ce vent impose aussi le thème de l'éternel recommencement : des femmes nettoient ce qu'il souille, redressent ce qu'il renverse... Le générique se déroule à l'envers, Almodóvar revient sur ses pas, sa région natale mais aussi ses thèmes de prédilection. *Volver* : revenir.

Le film lui-même est en boucle : il commence dans un cimetière pour s'achever au chevet d'une mourante après être passé par deux enterrements. Prises dans cette spirale, trois générations de femmes : la grand-mère, Irène (Carmen Maura), la mère, Raimunda (Penelope Cruz), la fille, Paula. Raimunda revient au village natal avec sa fille et sa sœur Soledad pour entretenir le caveau de leurs parents disparus dans un incendie. La voisine et amie Agustina vient, elle, entretenir sa propre tombe.

« *J'hallucine !* » s'exclame Paula. Mais le vent l'emporte à son tour dans sa danse tourbillonnante. C'est un tango. Il donne son titre au film : avec Paula, l'histoire familiale fera un nouveau tour de piste. Les paroles de Gardel, chantées par Raimunda, émeuvent sa mère revenue dont elles content l'histoire.

Mais ce retour-là n'est qu'une anecdote dans un film tout entier consacré à la répétition au-delà des avatars de l'époque. C'est ce que rappellent les éoliennes omniprésentes : le même vent fait tourner

leurs ailes, qui transformaient en géants les moulins à blé du Quichotte. Et les thèmes n'ont pas changé (pauvreté, folie, courage...), non plus que la trivialité du traitement : Cervantès ne se privait déjà pas de dépeindre l'humanité dans ses aspects les plus basement matériels !

Le village et ses rues pavées, ses veillées mortuaires et ses processions, les maisons à lourdes portes de bois, aux murs blanchis à la chaux et ornés d'azulejos, les beignets et la charcuterie : la Manche de Raimunda est-elle bien loin de celle du Chevalier à la Triste Figure ?

Aujourd'hui, ces femmes vivent en HLM, dans un Madrid qui pourrait être n'importe quelle ville européenne. Mais la fille de Raimunda s'appelle comme sa tante, pour préparer un repas on cherche les produits *du pays*, les solidarités s'organisent dans cet univers urbain comme au village autrefois. Pérennité au-delà des apparences...

À travers le thème du retour, Almodóvar revient à la question essentielle. Il raconte le retour des morts, le retour de la mort, le retour à la mort, la mort comme retour. Les protagonistes affrontent leur destin sans apitoiement mais avec ce *sentiment tragique de la vie* si espagnol. La dérision évite au film toute lourdeur et des actrices magnifiques le portent avec grâce. Un hymne à la vie !

Adrien RIVIÈRE

Souscription

Qui n'a point d'argent en bourse...

Les réponses à mon appel – inquiet - d'il y a un mois continuent à nous parvenir et si le rythme se poursuit pendant les quinze jours qu'il nous reste avant la période estivale je pense que nous serons tirés d'affaire et l'objectif des 13 000 euros atteint. Un grand merci donc à ceux qui nous ont déjà donné, en particulier à ceux qui ne sont pas (encore... ?) royalistes et qui manifestent ainsi leur attachement à notre journal. Nous sommes toujours particulièrement fiers de relever dans la liste de nos souscripteurs les noms de personnalités marquantes qui témoignent ainsi de l'intérêt qu'ils portent à notre entreprise et à son développement.

Il me reste maintenant à convaincre les *retardataires* qui, pour des raisons diverses, n'ont pas encore participé à l'effort collectif. Eh bien ! Je vous le dis comme je le pense : ces « *raisons diverses* » ne sont jamais de bonnes raisons. « *Je ne pourrais pas vous donner grand-chose* » m'écrit l'un, sans voir que quelques euros multipliés par des dizaines de donateurs finissent par compter. « *Je ne veux pas voir mon nom publié* » dit un autre, alors qu'il suffit de nous l'indiquer pour que nous ne fassions figurer que des initiales dans la liste. « *Je n'ai pas approuvé tel article* » me dit-on parfois sans mettre dans la balance les dizaines d'autres articles que l'on avait approuvés. A ces retardataires, je leur demande de balayer ces mauvaises raisons et de venir se joindre à l'effort collectif.

L'enjeu en vaut la peine !

Yvan AUMONT

5e liste de souscripteurs

Régis Debray 50 € - Patrick Barrau 50 € - Luc Beyer de Ryke et Françoise Germain-Robin 20 € - Michèle Bicheler 50 € - J.B. (Saône-et-Loire) 25 € - Philippe Brebion 100 € - Jean-Luc Castro 100 € - Florence et Gilles Chopard 50 € - Marcel Conche 50 € - Denis Cribier 100 € - Hélène Plouhinec 20 € - Philippe Delorme 50 € - Marc Desaubliaux 50 € - Fabien et Véronique Desmeaux 40 € - Michel Fontaurelle 150 € - François Fardeau 13 € - Philippe Fermon 150 € - Richard Fielz 100 € - André Gallière 50 € - Rémy Gaudreau 150 € - Michel Godefroid 25 € - Etienne Harel 20 € - Martin Hybler 100 € - Pierre Jautée 50 € - Philippe Jeannenot 30 € - Antoine Lazinier 52 € - Marc Leroy 50 € - C.L. (Canada) 30 € - P.L. (Paris) 33 € - Pierre Maillard 30 € - Jean-Marie Mathieu 800 € - Frédéric Mitterrand 50 € - Jacques de Monneron 150 € - Alain-Paul Nicolas 20 € - Michel Paris 50 € - Noël Pécout 20 € - Michel Pelletier 50 € - D.R. (Isère) 15 € - Pierre Sauterey 200 €.

Total de cette liste : 3 143,00 €

Total précédent : 7 995,53 €

Total général : 11 138,53 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

ILE-DE-FRANCE

La Fédération d'Ile-de-France invite les adhérents et sympathisants de la NAR et les lecteurs de *Royaliste* qui le désirent à une réunion le **samedi 1^{er} juillet de 15h30 à 17 h** dans nos locaux, 17 rue des Petits-Champs.

Après le Conseil national, l'on fera le bilan de l'année politique écoulée et examinera les perspectives de l'année à venir dont l'élection présidentielle sera le point d'orgue.

VACANCES

Comme tous les ans *Royaliste* suspendra sa parution pendant les mois d'été. Notre prochain numéro (n° 886) sera notre numéro "*spécial vacances*" sur 16 pages et nous ne reprendrons notre parution qu'à la mi-septembre. Nous engageons nos lecteurs à se servir de ce numéro spécial pour faire connaître notre journal (Tarif - 5 ex. : 8 € - 10 ex. : 12 €).

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 8 €.

► Le même modèle existe aussi avec les armes du dauphin : 8 € franco également.

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

PRINCE JEAN

Le prince Jean, duc de Vendôme a effectué un déplacement en Indre-et-Loire où il a été accueilli par différentes municipalités et a visité la Maison de retraite du Fond Humanitaire Polonais dans la perspective de son voyage officiel en Pologne début 2007.

Le prince Jean doit également faire une communication, *En Arctique, sur les traces de Philippe VIII d'Orléans*, au Muséum national d'Histoire naturelle de Paris le 30 juin dans le cadre de la conférence *Regards vers l'Arctique* en compagnie des professeurs Jean Malaurie et Claude Lorient.

CHANSONS

Un nouveau CD de chansons royalistes « **Vendée 1792-1796** » est disponible. 72 minutes d'audition et un livret avec toutes les paroles et des notices historiques. Prix franco : 21 €.

Est également toujours disponible le CD « **Vive Henri IV** » avec ses quatre interprétations différentes (traditionnelle, reggae, muette et rock), accompagné de la brochure retraçant l'histoire de cette chanson populaire. Le disque et la brochure 21 € franco. Ce dernier disque peut également être commandé en ligne sur notre site internet : <http://www.narinfo.fr.st>

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Règles pour l'action

Extrême médiocrité de la réflexion et du débat dans les grands partis politiques. Infantilisme des plans de communications des présidentiables. Polémiques vaines sur « les banlieues », la délinquance, l'immigration...

Nous serions démoralisés si nous perdions de vue les mouvements de fond : le rejet du « traité constitutionnel » et la bataille contre le CPE sont deux défaites majeures de l'ultra-libéralisme, marquent un changement d'époque et annoncent, pour le meilleur ou pour le pire, une révolution.

L'oligarchie française a perdu la guerre et nous voyons ses hommes tomber les uns après les autres ou s'accrocher désespérément à quelques bribes de pouvoir. L'affaire Clearstream, l'affaire Vinci, l'affaire EADS (1) montrent à tous les citoyens la déchéance d'une caste prise au piège de la volonté de puissance et de l'enrichissement sans mesure.

Le temps n'est plus à la colère et la phase de stricte résistance est dépassée. Pour assurer la victoire des prochaines offensives, et les placer enfin sur le terrain politique, il faut former au plus vite les nouvelles élites que nous trouvons et trouverons dans les jeunes générations et parmi les nouveaux venus – de tous âges, origines et conditions – à la politique.

C'est en songeant à eux que je propose six règles pour l'action, en rupture avec les pratiques courantes.

1/ Commencer par une intense formation politique et l'approfondir tout au long de son engagement civique. Histoire, philosophie politique, droit public, éco-

nomie politique, sociologie : quel que soit son bagage scolaire et ses activités professionnelles, il faut travailler comme auditeur libre de cours et de séminaires universitaires ou dans le cadre d'universités populaires (2) qu'il importe de développer. Contre le « pragmatisme » et les faux-semblants du « réalisme », toute action politique doit être justifiée par une argumentation solide. La gauche s'est perdue parce qu'elle ne pensait plus. La droite se perdra pour le même motif.



2/ Nouer des alliances selon ses propres principes, non par calcul électoral à court terme et par souci inavoué de rentabilité. La raison politique se détruit dans les manœuvres tactiques et les arrangements financiers. Mieux vaut attendre longtemps sur les marges que mourir étouffé par les gros appareils politiques. Ainsi, les Verts qui agonisent après avoir sacrifié leurs vagues idées au jeu des apparences médiatiques et des plaçous concédés par les oligarques.

3/ Établir le rapport du faible au fort sur le refus de tout compromis, selon l'exemple magistral donné par le général de Gaulle pendant la guerre. On passe des compromis quand on

dispose de la puissance, sinon on entre dans le jeu des compromis mortelles. Beaucoup considèrent que cette attitude est orgueilleuse ou suicidaire. Elle est au contraire dictée par la volonté de survivre de telle manière qu'on puisse se donner librement les moyens de la victoire.

4/ Proclamer ses objectifs et les hiérarchiser publiquement. Cela signifie que l'on doit publier un programme de gouvernement débarrassé de tout le verbiage technocratique qui masque les ambiguïtés annonciatrices de renoncements immédiats. Une candidature « moderne » est aussi insignifiante que le « *socialisme proche du réel* » de Ségolène Royal. En d'autres termes, il faut refuser le ciblage de clientèles en fonction des sondages dont l'examen doit être banni. Pour discerner les mouvements complexes de l'opinion publique, il faut apprendre à compter : combien de votes blancs à une élection présidentielle, combien de manifestants dans les rues...

6/ Entrer dans la lutte politique et dans la *lutte de classes* sans tenir compte des « grands éditorialistes » et en désertant les tribunes médiatiques. La télévision telle que nous l'avons connue est en train de mourir (3), les quotidiens nationaux asservis aux financiers sont au plus mal et l'information produite par ce système est dévaluée.

L'oligarchie sera vaincue par ce qu'elle ne peut contrôler ni acheter : la force de conviction, la rigueur militante et, surtout, l'adhésion populaire qui lui fait de plus en plus défaut.

Bertrand RENOUVIN

(1) voir nos articles en pages intérieures.

(2) L'Institut de formation civique et de coopération européenne (IFCCE) offre une esquisse du travail à accomplir en ce domaine.

(3) Cf. Jean-Louis Missika, *La fin de la télévision*, Seuil, 2006 – prix franco : 12 €.